Extrait du Rencontres Sociales

http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article1488

Inquiétudes légitimes

- Édito -

Date de mise en ligne : vendredi 30 avril 2010

Rencontres Sociales

Le mouvement prévu le 6 mai pour la défense de la culture, à l'appel de la FNSAC CGT, du SYNDEAC, de l'UFISC et des nombreuses associations, tout comme l'Appel "Non à la remise en cause des libertés associatives" lancé à l'initiative de RECIT, réseau des écoles citoyennes, qui regroupe des structures d'éducation populaires, témoigne des légitimes inquiétudes dans le champ associatif.

Le mouvement prévu le 6 mai pour la défense de la culture, à l'appel de la FNSAC CGT, du SYNDEAC, de l'UFISC et des nombreuses associations, tout comme l'Appel "Non à la remise en cause des libertés associatives" lancé à l'initiative de RECIT, réseau des écoles citoyennes, qui regroupe des structures d'éducation populaires, témoigne des légitimes inquiétudes dans le champ associatif.
S'agissant de la culture, le gouvernement pratique à la fois l'autoritarisme et le désengagement. Il verrouille les institutions à travers des nominations, voire les double par des comités "théodule" qui n'ont d'assises que celles que le pouvoir leur octroie ; mais dans le même temps il se défausse de ses responsabilités notamment sur les collectivités locales. Or celles-ci voient leur intervention menacée par la disparition de la taxe professionnelle et la fin programmée de la clause de compétence générale.
S'agissant des associations en générale, on assiste à une instrumentalisation de plus en plus marquée, fondée sur la pénurie des ressources et à une éviction des secteurs regardés rentables par le secteur marchand commercial. Le recours systématique aux appels d'offre, basés presque exclusivement sur le "moins disant", loin d'assurer la transparence, crée des pratiques de dumping où la qualité et la solidarité sont presque toujours perdantes.
Les associations, dans leur diversité et leur éparpillement, ne pourront résister seules aux atteintes dont elles sont l'objet. De nombreuses manifestations se profilent, dont RS se fait l'écho à travers son agenda et ses rubriques, qui posent la question des relations entre ESS, associations et territoires. Toute ces occurrences doivent être des occasions de mobiliser fortement les élus politiques sur une situation qui les menace tout autant.

PS : Le Rapport de Monsieur Vercamer est sorti, RS en rendra compte dans sa prochaine lettre.

Copyright © Rencontres Sociales